Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 96

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Sabato, 13 aprile 1957

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1956

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 dicembre 1956, n. 1686.

Esecuzione degli Accordi tra l'Italia e la Jugoslavia relativi alle forniture speciali ed alla pesca da parte di pescatori italiani nelle acque jugoslave, con annessi scambi di Note, conclusi in Belgrado il 1° marzo 1956.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per l'industria e il commercio, per il commercio con l'estero e per la marina mercantile;

Decreta:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi in Belgrado il 1° marzo 1956 fra la Repubblica Italiana e la Repubblica Popolare Federale di Jugoslavia, con la decorrenza a fianco di ciascuno indicata

a) Accordo, con annessi scambi di Note, relativo alle forniture speciali, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 9 dell'Accordo stesso;

b) Accordo, con annessi scambi di Note, relativo alla pesca da parte di pescatori italiani nelle acque jugoslave, a decorrere dalla sua entrata in vigore e cioè dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1956

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MEDICI — CORTESE — MATTARELLA — CASSIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, *foglio n.* 185. — CARLOMAGNO

Accord relatif aux fournitures spéciales, entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Dans le désir de développer les relations commerciales réciproques, les Gouvernements de la République Italienne et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie ont décidé de procéder à la conclusion d'un Accord spécial qui permettra à la Yougoslavie d'acheter des biens d'équipement en Italie.

Pour permettre aux entreprises yougoslaves autorisées d'acheter des biens d'équipement auprès des fournisseurs italiens, les deux Gouvernements sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les entreprises yougoslaves autorisées pourront, dans le cadre du présent Accord, conclure avec des fournisseurs italiens des contrats de fournitures spéciales de production italienne et dont l'exportation n'est pas soumise à l'interdiction générale, jusqu'à concurrence de 60 millions de dollars USA.

Les deux Gouvernements sont d'accord que les affaires ci-dessus pourront être conclues jusqu'à concurrence de 60 millions de dollars USA dans un délai de trois ans à partir de la mise en application du présent Accord. Si, après l'expiration du délai susmentionné, les affaires conclues n'atteignent pas le montant de 60 millions de dollars, les deux Gouvernements se mettront d'accord sur la prorogation éventuelle dudit délai.

Article 2

Les achats visés à l'art 1er du présent Accord seront effectués à crédit jusqu'à concurrence de 45 millions de dollars USA dans le cadre de la loi italienne du 22 décembre 1953, n. 955.

Le financement en sera effectué par l'entremise des institutions bancaires italiennes autorisées.

Quant aux 15 millions de dollars USA représentant la différence jusqu'à 60 millions de dollars USA, visés à l'art. 1er du présent Accord, le Gouvernement yougoslave les prélèvera au débit du « Conto Dollari R 1954 », ouvert auprès de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » au nom de la Banque Nationale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, et pourra les utiliser soit en forme de paiements partiels ou intégraux des fournitures spéciales, soit en forme de participations au financement des opérations prévues. Il est entendu, dans ce dernier cas, que les prélèvements yougoslaves ne pourront pas dépasser 25 % du montant des contrats dont le financement est envisagé.

Article 3

L'Institut compétent autorisé par la Loi du 22 décembre 1953, n. 955 à financer les Institutions bancaires privées, interviendra dans le financement jusqu'à concurrence de 75 % des sommes financées par les Institutions privées susmentionnées.

Ce financement de la part de l'Institut compétent ainsi que l'assurance relative aux achats dont à l'art. 1er seront effectués aux conditions le plus favorables consenties par les dispositions italiennes en vigueur.

Article 4

Les entreprises yougoslaves autorisées fixeront avec les fournisseurs italiens de l'équipement les prix à crédit des livraisons en lires italiennes, les prix au comptant devant être fixés à part.

Sous la dénomination de l'entreprise yougoslave autorisée on entend l'entreprise à laquelle la Banque Nationale a donné, avant l'entrée en pourparlers avec les fournisseurs italiens, l'accord de principe de garantir le paiement des montants à stipuler à crédit si le contrat conclu est conforme aux conditions commerciales, techniques et autres.

Article 5

Lors de l'utilisation des moyens du « Conto Dollari R. 1954 » aux termes de l'article 2 du présent Accord, la conversion des dollars en lires aura lieu sur la base du cours du dollar USA, fixé par l'« Ufficio Italiano dei Cambi », conformément au règlement sur les devises, en vigueur en Italie le jour de l'opération.

Si les montants ainsi utilisés devront être crédités à nouveau au compte susdit, à la suite d'annullation

même partielle des contrats, la conversion des lires en dollars aura lieu au cours auquel la conversion en lires a eu lieu lors de la première utilisation à condition que l'annullation s'ensuive dans les six mois à partir de la date de cette utilisation.

Article 6

Le service de paiement relatif aux opérations prévues par le présent Accord sera effectué par les entreprises yougoslaves autorisées.

La Banque Nationale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie donnera en principe la garantie pour les paiements des montants stipulés à crédit dans chaque contrat. Les contrats entreront en vigueur après l'octroi de ladite garantie de la part de la Banque Nationale.

Les paiements auront lieu par semestres.

Article 7

Les crédits accordés aux termes du présent Accord seront remboursés par la voie du clearing italo-yougoslave ou par des fournitures de produits des installations fournies à crédit agréés de deux côtés, dans le but de ne pas diminuer excessivement les disponibilités sur ledit clearing.

Article 8

Une Commission Mixte sera constituée pour examiner toutes les questions concernant la mise en application du présent Accord et formuler les propositions nécessaires.

Cette Commission sera composée de représentants des deux Gouvernements et aura la faculté de se faire temporairement assister par des experts.

Article 9

Le présent Accord sera ratifié aussitôt que faire se pourra et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Rome. Il sera toutefois appliqué dès sa signature sans attendre la ratification.

Fait à Beograd, le 1er mars 1956, en double original en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
PAVLIĆ

Pour le Gouvernement de la République Italienne
STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 1

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer que, tout en réaffirmant sa ferme intention d'exécuter intégralement l'Accord relatif aux fournitures spéciales, mon Gouvernement, conformément à ce que j'ai eu l'occasion de vous exprimer à plusieurs reprises, doit loyalement déclarer que, en raison de la législation en vigueur en Italie, il n'est possible de garantir ni le maintien des taux mentionnés, ni le financement intégral des fournitures dans le montant prévu, sauf pour les contrats dont le financement aura été octroyé.

Telle étant la situation, qui ne peut pas être modifiée et qui ne permet pas d'engager pour l'avenir l'activité des organes compétents pour l'application de la Loi n. 955, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de mon Gouvernement, que la validité de l'Accord relatif à la pêche soit fixée jusqu'au 31 octobre 1957.

Si avant cette date l'Accord relatif aux fournitures spéciales est appliqué pour deux tiers au minimum du montant de 60 millions de dollars USA, visés à l'article 1er du même Accord, et si les prémisses existent pour l'application intégrale dudit Accord, l'Accord relatif à la pêche sera automatiquement prolongé pour une période ultérieure d'un année, c'est-à-dire son expiration sera portée au 31 octobre 1958.

Il est pourtant entendu que dans le cas où il s'avérerait avant le 31 octobre 1957 que l'Accord relatif aux fournitures spéciales ne soit pas appliqué ou bien qu'il ne soit appliqué que dans une mesure minime, pour des raisons ne pouvant pas être imputées à la partie yougoslave, le Gouvernement yougoslave aura la faculté de dénoncer l'Accord relatif à la pêche avec préavis de 30 jours.

Dans ce cas, les deux Gouvernements entameront des pourparlers pour établir la contrepartie à reconnaître au Gouvernement yougoslave pour la pêche effectuée par les pêcheurs italiens dans les eaux prévues par l'Accord signé aujourd'hui. Cette contrepartie sera établie tenant compte des avantages financiers éventuels dont la Yougoslavie aurait bénéficié dans le cadre de l'Accord relatif aux fournitures spéciales jusqu'à la date de la dénonciation de l'Accord relatif à la pêche.

Je Vous prie de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 1

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« J'ai l'honneur de vous communiquer que, tout en réaffirmant sa ferme intention d'exécuter intégralement l'Accord relatif aux fournitures spéciales, mon Gouvernement, conformément à ce que j'ai eu l'occasion de vous exprimer à plusieurs reprises, doit loyalement déclarer que, en raison de la législation en vigueur en Italie, il n'est possible de garantir ni le maintien des taux mentionnés, ni le financement intégral des fournitures dans le montant prévu, sauf pour les contrats dont le financement aura été octroyé.

Telle étant la situation, qui ne peut pas être modifiée et qui ne permet pas d'engager pour l'avenir l'activité des organes compétents pour l'application de la Loi n. 955, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de mon Gouvernement, que la validité de l'Accord relatif à la pêche soit fixée jusqu'au 31 octobre 1957.

Si avant cette date l'Accord relatif aux fournitures spéciales est appliqué pour deux tiers au minimum du montant de 60 millions de dollars USA, visés à l'article 1er du même Accord, et si les prémisses existent pour l'application intégrale dudit Accord, l'Accord relatif à la pêche sera automatiquement prolongé pour une période ultérieure d'un année, c'est-à-dire son expiration sera portée au 31 octobre 1958.

Il est pourtant entendu que dans le cas où il s'avérerait avant le 31 octobre 1957 que l'Accord relatif aux fournitures spéciales ne soit pas appliqué ou bien qu'il ne soit appliqué que dans une mesure minime, pour des raisons ne pouvant pas être imputées à la partie yougoslave , le Gouvernement yougoslave aura la faculté de dénoncer l'Accord relatif à la pêche avec préavis de 30 jours.

Dans ce cas, les deux Gouvernements entameront des pourparlers pour établir la contrepartie à reconnaître au Gouvernement yougoslave pour la pêche effectuée par les pêcheurs italiens dans les eaux prévues par l'Accord signé aujourd'hui. Cette contrepartie sera établie tenant compte des avantages financiers éventuels dont la Yougoslavie aurait bénéficié dans le cadre de l'Accord relatif aux fournitures spéciales jusqu'à la date de la dénonciation de l'Accord relatif à la pêche.

Je Vous prie de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agreer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 2

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord relatif aux fournitures spéciales, les deux Délégations, en vue de régler certaines questions qui découlent de l'application du Protocole sur l'emploi de la somme de 30 millions de dollars USA du 18 décembre 1954 et conformément au désir réciproquement exprimé d'employer une partie du montant de 30 millions de dollars USA dans le cadre de l'Accord relatif aux fournitures spéciales signé en date d'aujourd'hui, sont convenues de ce qui suit:

Des 17 millions de dollars USA destinés par l'article 1er du Protocole susmentionné aux achats des biens d'équipement spécifiés par le même Protocole, 15 millions de dollars USA pourront être utilisés pour les paiements prévus à l'article 2 de l'Accord relatif aux fournitures spéciales et 2 millions de dollars USA pourront être utilisés par le Gouvernement yougoslave soit pour l'achat des biens d'équipement, soit pour l'achat des biens de reproduction ou de consommation.

Le Gouvernement yougoslave a pourtant l'intention de placer des commandes pour des centrales électriques ainsi que pour d'autres équipement et matériel électriques au terme de l'alinéa 2 de l'article 1er de l'Accord relatif aux fournitures spéciales si les conditions commerciales et techniques du marché italien seront aussi favorables que dans les pays tiers.

Si après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 de l'article 1er de l'Accord relatif aux fournitures spéciales, ou bien à la date de la dénonciation de l'Accord relatif à la pêche, dans le cas prévu à la lettre N. 1 annexée audit Accord, le Gouvernement yougoslave n'aura pas engagé le montant de 17 millions de dollars USA, les moyens non engagés figurant au « Conto Dollari R 1954 » pourront être transférés au « Conto Generale » prévu par l'Accord de paiement du 31 mars 1955.

Je vous prie de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 2

Le Président de la Délégation italienne au President de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord relatif aux fournitures spéciales, les deux Délégations, en vue de régler certaines questions qui découlent de l'application du Protocole sur l'emploi de la somme de 30 millions de dollars USA du 18 décembre 1954 et conformément au désir réciproquement exprimé d'employer une partie du montant de 30 millions de dollars USA dans le cadre de l'Accord relatif aux fournitures spéciales signé en date d'aujourd'hui, sont convenues de ce qui suit:

Des 17 millions de dollars USA destinés par l'article 1er du Protocole susmentionné aux achats des biens d'équipement spécifiés par le même Protocole, 15 millions de dollars USA pourront être utilisés pour les paiements prévus à l'article 2 de l'Accord relatif aux fournitures spéciales et 2 millions de dollars USA pourront être utilisés par le Gouvernement yougoslave soit pour l'achat des biens d'équipement, soit pour l'achat des biens de reproduction ou de consommation.

Le Gouvernement yougoslave a pourtant l'intention de placer des commandes pour des centrales électriques ainsi que pour d'autres équipement et matériel électriques au terme de l'alinéa 2 de l'article 1er de l'Accord relatif aux fournitures spéciales si les conditions commerciales et techniques du marché italien seront aussi favorables que dans les pays tiers.

Si après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 de l'article 1er de l'Accord relatif aux fournitures spéciales, ou bien à la date de la dénonciation de l'Accord relatif à la pêche, dans le cas prévu à la lettre N. 1 annexée audit Accord, le Gouvernement yougoslave n'aura pas engagé le montant de 17 millions de dollars USA, les moyens non engagés figurant au « Conto Dollari R 1954 » pourront être transférés au « Conto Generale » prévu par l'Accord de paiement du 31 mars 1955.

Je vous prie de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 3

Le Président de la Délégation italienne au President de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations que nous avons eues au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord relatif aux fournitures spéciales signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Dans le cas où l'échéance des paiements relatifs aux fournitures des biens d'équipement avec règlement échelonné prévues à l'Accord susmentionné soit postérieure à la clôture du « Conto Generale » prévu par l'Accord de paiement entre nos deux Pays, la contrevaleur des sommes versées par les importateurs yougoslaves sera portée au crédit d'un « Compte Spécial » en lires italiennes que la Banque Nationale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie ouvrira au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » et qui restera ouvert jusqu'au moment où tous les paiements échelonnés établis par les contrats relatifs aux fournitures en question auront été effectués.

Les sommes portées au crédit du « Compte Spécial » seront employées du côté italien pour l'achat de marchandises yougoslaves à établir d'un commun accord entre les deux Gouvernements ou pour le règlement de services; le paiement desdites sommes pourra être réglé aussi, d'un commun accord, en dollars USA ou en autres monnaies.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 3

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

Me référant aux conversations que nous avons eues au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord relatif aux fournitures spéciales signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Dans le cas où l'échéance des paiements relatifs aux fournitures des biens d'équipement avec règlement échelonné prévues à l'Accord susmentionné soit postérieure à la clôture du « Conto Generale » prévu par l'Accord de paiement entre nos deux Pays, la contrevaleur des sommes versées par les importateurs yougoslaves sera portée au crédit d'un « Compte Spécial » en lires italiennes que la Banque Nationale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie ouvrira au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » et qui restera ouvert jusqu'au moment où tous les paiements échelonnés établis par les contrats relatifs aux fournitures en question auront été effectués.

Les sommes portées au crédit du « Compte Spécial » seront employées du côté italien pour l'achat de marchandises yougoslaves à établir d'un commun accord entre les deux Gouvernements ou pour le règlement de services; le paiement desdites sommes pourra être régié aussi, d'un commun accord, en dollars USA ou en autres monnaies.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Accord entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie relatif à la pêche par des pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, considérant:

que la question de la conservation et de l'exploitation rationnelle des ressources vivantes de la haute mer de l'Adriatique représentent un problème d'intérêt commun pour les deux pays,

que la solution de ce problème, compte tenu de ses différents aspects, demande qu'on lui consacre un examen approfondi,

dans le désir de renforcer la collaboration et les rapports de bon voisinage si heureusement établis,

sont convenus de stipuler le présent Accord par l'intermédiaire de leurs Représentants soussignés, dûment autorisés:

Article premier

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie permettra aux pêcheurs italiens de pêcher dans les eaux de pêche de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, à savoir:

A) au chalut, dans les régions suivantes:

a) dans la région des îles Jabuka-Kamik dans la zone limitée à l'est par le méridien qui traverse l'île Kamik en partant du commencement du troisième mille nautique de la côte et inclusivement avec le dixième mille nautique de la côte des îles susmentionnées vers la haute mer;

b) dans les régions des îles Palagruza-Kajola dans la zone partant du commencement du quatrième mille nautique et inclusivement avec le dixième mille nautique de la côte des îles susmentionnées vers la haute mer; au nord et au sud de cette région le quatrième mille nautique est compté de la ligne rattachant les îles Palagruza et Kajola.

B) aux hameçons et aux filets dormants dans la zone de la côte ouest de l'Istrie, qui est limitée au nord par le parallèle traversant le cap Katavra et au sud par le parallèle traversant le phare Galiner près de Vrsar en partant du commencement du quatrième mille nautique de la côte et inclusivement avec le dixième mille nautique de la côte, respectivement de la limite extérieure des eaux maritimes intérieures vers la haute mer.

Le nombre de ces bateaux est à déterminer par les deux Gouvernements.

C) les alevins pour le peuplement dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin.

Article 2

Dans la zone des îles Jabuka-Kamik et dans la zone de Palagruza-Kajola pourra pêcher un nombre de bateaux indéterminé susceptible de pêcher d'une façon rentable.

Les bateaux de pêche italiens admis à exercer la pêche dans les zones indiquées sub *A*) à l'article premier du présent Accord doivent posséder des moteurs d'une puissance non-inférieure à 100 H. P. A. et ne dépassant pas 150 H. P. A., à l'exception des moteurs suralimentés qui peuvent avoir une puissance maximum de 175 H. P. A. En tout cas ces bateaux ne doivent avoir un tonnage de jauge brut supérieur à 55 tonnes.

Les bateaux possédant l'autorisation de pêche dans les zones susindiquées doivent, à l'entrée dans ces zones, hisser sur le mât de misaine un pavillon rouge-bleu, conformément au modèle annexé sub *A*) au présent Accord, qu'ils ne doivent baisser qu'au sortir de ces zones.

Article 3

Dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin, les pêcheurs italiens pourront pêcher des alevins pour le peuplement avec 4 bateaux au maximum, à savoir 4 millions de pièces de mulets, un million de pièces de bars et un million de daurades au maximum pour la durée de chaque saison de pêche.

Les bateaux de pêche italiens qui pêchent l'alevin dans les eaux visées sub *C*) à l'article premier du présent Accord, recevront chacun à bord deux pêcheurs yougoslaves désignés par les autorités yougoslaves comme membres actifs de leur équipage qui, en même temps, seront chargés du contrôle des quantités et des espèces du poisson pêché.

Lors de chaque entrée dans les régions mentionnées sub *C*) à l'article premier du présent Accord, de même qu'à l'occasion de leur sortie de ces derniers, les bateaux de pêche italiens en feront la déclaration au comité populaire compétent de la commune.

Article 4

Il n'est pas permis aux bateaux de pêche italiens pêchant dans les zones dans lesquelles la pêche est autorisée conformément aux dispositions des paragraphes *A*), *B*) et *C*) de l'article premier du présent Accord, d'avoir d'autres engins que ceux qui se réfèrent exclusivement aux systèmes de pêche prévus auxdits paragraphes pour les zones respectives.

Article 5

Les bateaux de pêche italiens seront munis, en dehors des documents d'immatriculation et sanitaires, d'une autorisation spéciale pour la pêche dans les zones prévues par le présent Accord délivrée par les autorités italiennes compétentes et rédigée d'après le formulaire annexe sub *B*) au présent Accord, dont il fait partie intégrante.

L'autorisation spéciale de pêche sera valable pour une période de temps qui sera indiquée dans l'autorisation même et dont la durée ne sera pas inférieure à la moitié d'une saison; toutefois, elle cessera en tout cas d'être valable à partir de la date où le présent Accord aura pris fin.

L'autorisation est valable à partir du jour où les autorités yougoslaves compétentes auront signifié qu'elles ont donné leur consentement par le visa apposé sur l'autorisation elle-même.

Article 6

Le Gouvernement de la République Italienne soumettra pour consentement au Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie les autorisations spéciales de pêche dans les zones visées par le présent Accord.

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie fera retour, dans un délai de 30 jours à partir du jour de la réception, des autorisations spéciales, en indiquant celles auxquelles il aura cru pouvoir donner son consentement et celles qui devront être remplacées.

Article 7

Les bateaux de pêche italiens possédant l'autorisation spéciale de pêche dans les eaux prévues par le présent Accord sont autorisés à pêcher dans les zones sub *A*), article premier du présent Accord, du 1er septembre au 30 avril, dans la zone sub *B*) du 1er novembre au 30 avril et dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin du 1er mars au 31 août.

En cas de détresse, les bateaux de pêche italiens ayant le droit de pêche dans les zones prévues par le présent Accord, auront le droit de se réfugier dans les ports suivants: Komiza, Velaluka, Rogoznica et Novigrad.

Lors de chaque entrée dans un de ces ports et du départ de ces derniers, les bateaux de pêche italiens doivent en faire la déclaration à l'office portuaire et au comité populaire compétent ou à son organe local.

Article 8

Les bateaux de pêche italiens doivent se tenir à une distance d'un demi-mille nautique des signaux yougoslaves marquant la position des filets pour la pêche au poisson bleu et 500 mètres des signaux marquant la position des filets dormants, des lignes et des nasses.

Article 9

En cas de contestation sur le point de savoir si un bateau de pêche italien a pêché dans les zones prévues par le présent Accord ou en dehors d'elles, feront foi les constatations des autorités compétentes yougoslaves sur la base des noms et des tracés insérés dans les cartes côtières et spéciales annexées sub *C*), *D*), *E*) et *F*) au présent Accord.

En tout cas les constatations susdites seront communiquées par les autorités yougoslaves directement aux autorités italiennes dans le délai le plus bref possible.

Les autorités compétentes yougoslaves auront toujours le droit de visite des bateaux de pêche italiens pendant que ces derniers se trouvent dans les zones prévues par le présent Accord.

Article 10

Les bateaux de pêche italiens respecteront en tout les dispositions du présent Accord et la législation en vigueur dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Article 11

Dans le cas où un bateau de pêche italien n'observerait pas la législation de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie ou les dispositions du présent Accord, pendant qu'il se trouve dans les zones déterminées par le présent Accord, il tombe en tout sous le coup de la législation de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

En cas de récidive, les autorités compétentes yougoslaves en plus de la peine prévue par la législation de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, pourront prononcer la déchéance du droit de pêche acquis au moyen de l'autorisation spéciale délivrée par les autorités italiennes compétentes. Le Gouvernement italien aura, en ce cas, le droit de remplacer ladite autorisation déchue par une autre équivalente.

Les autorités yougoslaves communiqueront en tout cas aux autorités italiennes les sanctions adoptées à la charge des bateaux, des capitaines ou des autres membres des équipages, à la suite des infractions prévues aux alinéas précédents.

Article 12

En cas de grave violation du présent Accord par l'une des Parties contractantes, l'autre Partie pourra le dénoncer immédiatement.

Sera considéré comme violation grave, entre autres, l'emploi des bateaux de pêche à des fins autres que la pêche, leurs intrusions massives dans les zones non prévues par le présent Accord.

Article 13

La question de la compensation pour l'exercice de la pêche par des pêcheurs italiens, conformément à l'article premier du présent Accord, sera réglée par les deux Gouvernements.

Article 14

En considération du fait que l'ampleur du Golfe de Trieste entre ses côtes longitudinales italienne et yougoslave est à plusieurs lieux inférieure à 12 milles nautiques, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenus, uniquement aux fins du présent Accord et pour sa durée, de destiner à l'exploitation par des pêcheurs des deux pays la zone centrale dans laquelle les eaux territoriales des deux pays chevauchent, telle qu'elle est précisée graphiquement dans l'annexe *F*) au présent Accord.

Article 15

S'inspirant des principes établis dans le Préambule et vu que la pêche dans les eaux se trouvant sous réglementation nationale dépend de l'état des ressources vivantes dans la haute mer et vu l'intérêt des deux pays d'exercer la pêche rationnelle dans la haute mer de l'Adriatique, les deux Parties contractantes ont manifesté le désir de procéder le plus tôt possible à la conclusion d'une convention pour la protection des ressources vivantes dans la haute mer de l'Adriatique exploitées par le chalutage, et pour l'institution d'une commission mixte italo-yougoslave chargée d'examiner toutes les questions y relatives et de recommander les mesures appropriées en vue de la mise en œuvre de cette protection.

Article 16

La durée et la validité du présent Accord sont réglées par la lettre n. 1 faisant partie intégrante de l'Accord relatif aux fournitures spéciales signé aujourd'hui.

Le présent Accord sera ratifié conformément à la législation de chacun des deux Pays.

Les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Fait à Beograd le 1er mars mil neuf cent cinquante six en double original en langue française.

Pour le République Populaire Fédérative de Yougoslavie
S. PAVLIĆ

Pour la République Italienne
E. STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 1

Le Président de la Délégation italienne au President de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 16 de l'Accord relatif à la pêche par des pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves et tenant compte du fait que la saison de pêche au chalut, aux hameçons et aux filets dormants, dont à

l'article premier dudit Accord, est déjà ouverte, je me permets de vous proposer que les dispositions de l'Accord soient mises en application à dater du jour de la signature de l'Accord précité.

Pour donner la possibilité d'une application réelle, je propose que les pêcheurs italiens soient autorisés, pour le début de la première saison de pêche, à pêcher pendant une période de deux mois étant munis seulement d'un permis provisoire délivré par les autorités compétentes italiennes, une liste des permis provisoires devant être communiquée au Gouvernement yougoslave immédiatement après leur délivrance.

Mon Gouvernement s'engage à soumettre au Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie dans un délai de deux mois à dater de ce jour les autorisations spéciales prévues par l'article 5 de l'Accord.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si vous vouliez bien me communiquer le consentement de votre Gouvernement à ce qui précède, et l'assurance que les autorisations soumises pour consentement au Gouvernement yougoslave seront rendues dans un délai de trente jours après réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
E. Storoni

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

Lettre n. 1

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant à l'article 16 de l'Accord relatif a la pêche par des pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves et tenant compte du fait que la saison de pêche au chalut, aux hameçons et aux filets dormants, dont à l'article premier dudit Accord, est déjà ouverte, je me permets de vous proposer que les dispositions de l'Accord soient mises en application à dater du jour de la signature de l'Accord précité.

Pour donner la possibilité d'une application réelle, je propose que les pêcheurs italiens soient autorisés, pour le début de la première saison de pêche, à pêcher pendant une période de deux mois étant munis seulement d'un permis provisoire délivré par les autorités compétentes italiennes, une liste des permis provisoires devant être communiquée au Gouvernement yougoslave immédiatement après leur délivrance.

Mon Gouvernement s'engage à soumettre au Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie dans un délai de deux mois à dater de ce jour les autorisations spéciales prévues par l'article 5 de l'Accord.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si vous vouliez bien me communiquer le consentement de votre Gouvernement à ce qui précède, et l'assurance que les autorisations soumises pour consentement au Gouvernement yougoslave seront rendues dans un délai de trente jours après réception ».

J'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation yougoslave
S. Pavlić

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

Lettre n. 2

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 2 de l'Accord relatif à la pêche signé en date de ce jour, je vous prie de me confirmer que le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est disposé à accorder aux bateaux de pêche italiens les autorisations spéciales dans la mesure susindiquée:

a) 70 autorisations de pêche au chalut pour la zone des îles Jabuka-Kamik;

b) 90 autorisations de pêche au chalut pour la zone des îles Palagruza-Kajola;

c) 35 autorisations de pêche aux hameçons et aux filets dormants pour la zone comprise entre le cap Katavra et le phare Galiner près de Vrsar.

Dans le but de faciliter aux autorités maritimes italiennes la distribution des autorisations spéciales, je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement italien aura le droit de délivrer des autorisations spéciales de pêche ayant une validité inférieure à une saison de pêche et de remplacer ces autorisations spéciales à leur échéance par d'autres autorisations valables pour le reste de la saison. La disposition de l'article 5 de l'Accord — suivant laquelle l'autorisation est valable à partir du jour où les autorités yougoslaves compétentes auront signifié qu'elles ont donné leur consentement par le visa apposé sur l'autorisation elle-même — ne s'en trouve point modifiée.

Les autorisations spéciales délivrées pour une période inférieure à une saison seront rendues au Gouvernement yougoslave par le Gouvernement italien.

Il est entendu qu'en tout cas le nombre total des bateaux étant en possession des autorisations spéciales de pêche ne pourra jamais dépasser les chiffres indiqués ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
E. Storoni

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

LETTRE N. 2

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant à l'article 2 de l'Accord relatif à la pêche signé en date de ce jour, je vous prie de me confirmer que le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est disposé à accorder aux bateaux de pêche italiens les autorisations spéciales dans la mesure susindiquée:

a) 70 autorisations de pêche au chalut pour la zone des îles Jabuka-Kamik;

b) 90 autorisations de pêche au chalut pour la zone des îles Palagruza-Kajola;

c) 35 autorisations de pêche aux hameçons et aux filets dormants pour la zone comprise entre le cap Katavra et le phare Galiner près de Vrsar.

Dans le but de faciliter aux autorités maritimes italiennes la distribution des autorisations spéciales, je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement italien aura le droit de délivrer des autorisations spéciales de pêche ayant une validité inférieure à une saison de pêche et de remplacer ces autorisations spéciales à leur échéance par d'autres autorisations valables pour le reste de la saison. La disposition de l'article 5 de l'Accord — suivant laquelle l'autorisation est valable à partir du jour où les autorités yougoslaves compétentes auront signifié qu'elles ont donné leur consentement par le visa apposé sur l'autorisation elle-même — ne s'en trouve point modifiée.

Les autorisations spéciales délivrées pour une période inférieure à une saison seront rendues au Gouvernement yougoslave par le Gouvernement italien.

Il est entendu qu'en tout cas le nombre total des bateaux étant en possession des autorisations spéciales de pêche ne pourra jamais dépasser les chiffres indiqués ci-dessus ».

J'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer. Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation yougoslave
S. PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 3

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 3 de l'Accord relatif à la pêche, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que les pêcheurs italiens qui auront obtenu l'autorisation spéciale pour la pêche des alevins pour le peuplement dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin, paieront, s'ils se livrent à la pêche, à savoir: par pièce de mulet-volpine 5,5 Lit.; par pièce de mulet-cefali 2,5 Lit.; par pièce de bar 7 Lit., et par pièce de daurade 11 Lit.

Le Gouvernement yougoslave se réserve le droit de réduire ou d'augmenter les prix ci-dessus.

Les pêcheurs italiens qui auront obtenu l'autorisation spéciale pour la pêche des alevins pour le peuplement dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin devront chaque fois se fournir auprès des Comités populaires de Tar et de Medulin d'une déclaration concernant la quantité, l'espèce et le montant représentant la valeur des poissons pêchés.

Cette déclaration doit être délivrée par le capitaine du bateau aux autorités maritimes italiennes compétentes qui seront tenues à verser le montant établi dans la déclaration susdite dans le clearing italo-yougoslave en faveur du Secrétariat du budget à Beograd.

Un exemplaire de ladite déclaration signé par le capitaine du bateau sera transmis par le comité populaire aux autorités maritimes italiennes compétentes et cet exemplaire sera considéré comme preuve suffisante de l'obligation du capitaine respectivement des autorités compétentes italiennes au versement du montant représentant la valeur du poisson pêché.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation yougoslave
S. PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LETTRE N. 3

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Beograd, le 1er mars 1956

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant à l'article 3 de l'Accord relatif à la pêche, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que les pêcheurs italiens qui auront obtenu l'autorisation spéciale pour la pêche des alevins pour le peuplement dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin, paieront, s'ils se livrent à la pêche, à savoir: par pièce de mulet-volpine 5,5 Lit.; par pièce de mulet-cefali 2,5 Lit.; par pièce de bar 7 Lit., et par pièce de daurade 11 Lit.

Le Gouvernement yougoslave se réserve le droit de réduire ou d'augmenter les prix ci-dessus.

Les pêcheurs italiens qui auront obtenu l'autorisation spéciale pour la pêche des alevins pour le peuplement dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de Medulin devront chaque fois se fournir auprès des Comités populaires de Tar et de Medulin d'une déclaration concernant la quantité, l'espèce et le montant représentant la valeur des poissons pêchés.

Cette déclaration doit être délivrée par le capitaine du bateau aux autorités maritimes italiennes compétentes qui seront tenues à verser le montant établi dans la déclaration susdite dans le clearing italo-yougoslave en faveur du Secrétariat du budget à Beograd.

Un exemplaire de ladite déclaration signé par le capitaine du bateau sera transmis par le comité populaire aux autorités maritimes italiennes compétentes et cet exemplaire sera considéré comme preuve suffisante de l'obligation du capitaine respectivement des autorités compétentes italiennes au versement du montant représentant la valeur du poisson pêché ».

J'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
E. STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE *A*

PAVILLON ROUGE-BLEU

ANNEXE *B*

AUTORISATION SPECIALE POUR LA PECHE

Pour la zone dans laquelle, en vertu de l'Accord conclu entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne en date du 1er mars 1956, la pêche est permise aux bateaux de pêche italiens :

Le bateau, portant le nom de de . tonnes, moteur HPA, propriété de M. dont l'armateur est M. ., enregistré au Département maritime de sous le no. ., sous la direction du capitaine ., ayant à son bord membres d'équipage, est autorisé de pêcher au dans la zone ci-dessus déterminée pour la durée du au Toutefois, l'autorisation cessera d'être valable le jour où la validité dudit Accord concernant la pêche par des bateaux italiens dans les eaux yougoslaves aura pris fin.

Le bateau, ainsi que son équipage, observera les dispositions de l'Accord mentionné, ainsi que la législation de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

La présente autorisation est valable à partir de la date à laquelle les autorités compétentes yougoslaves auront signifié leur consentement.

E. STORONI

ANNEXE *C-D-E-F*

CARTINE GEOGRAFICHE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO MINISTERIALE 25 marzo 1957.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Ravenna.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 3 gennaio 1955 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Ravenna e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta :

Articolo unico.

E' ricostituita, nella provincia di Ravenna presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

Presidente:

D'Alessandro per. ind. Enrico, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Galan dott. Piero, funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Gullà geom. Roberto, rappresentante del Genio civile;

Mazzotti Dino, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Ricci dott. Igor, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Menegon Floriano, Sarto Alfredo, Natali Pietro, Solaini Domenico, Monti Mario, Milina Lidia e Monti Manlio, rappresentanti dei lavoratori;

Bevilacqua geom. Lorenzo, Sansoni per. ag. Bruno, Cicognani dott. Celso e Papa Ettore, rappresentanti dei datori di lavoro;

Gagliardi Geremia, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 marzo 1957

(2262) *Il Ministro* : VIGORELLI

DECRETO MINISTERIALE 30 marzo 1957.

Ricostituzione del Consiglio generale dell'ente autonomo « Ente fiera ed esposizioni di Catania », con sede in Catania.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visti il decreto del Presidente della Repubblica 23 luglio 1949, n. 641, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Ente fiera ed esposizioni di Catania », con sede in Catania, ed il decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1956, n. 718, che ne ha approvato il vigente statuto;

Ritenuta la necessità di ricostituire il Consiglio generale dell'Ente, ai sensi dell'art. 8 dello statuto;

Viste le designazioni delle Amministrazioni ed Enti interessati;

D'intesa con l'Assessore per l'industria e per il commercio della Regione siciliana;

Decreta:

Articolo unico.

Il Consiglio generale dell'Ente fiera ed esposizioni di Catania è composto, oltre che dal presidente, dai seguenti membri:

Dente dott. Francesco, in rappresentanza della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Ristagno dott. Vittorio, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Javazzo dott. Tobia, in rappresentanza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Barba dott. Vincenzo, in rappresentanza del Ministero delle finanze;

Franco dott. ing. Emanuele, in rappresentanza del Ministero dei trasporti;

Spadaro dott. Giacomo, in rappresentanza dell'Assessorato regionale dell'industria e del commercio;

Costa dott. Calogero, in rappresentanza dell'Assessorato regionale dell'agricoltura;

Di Mauro cav. Giuseppe, dell'Assessorato regionale delle finanze;

Nicolosi bar. Carmelo, in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura di Catania;

La Ferlita avv. Luigi, in rappresentanza del comune di Catania;

Amico gr. uff. avv. Carlo, in rappresentanza dell'Amministrazione provinciale di Catania;

Succi avv. Antonio, in rappresentanza dell'Ente provinciale per il turismo di Catania;

Ritter Goffredo, in rappresentanza dei commercianti della provincia di Catania;

Lopis comm. Paolo, in rappresentanza degli industriali della provincia di Catania;

Paternò Landolina cav. Riccardo, in rappresentanza degli agricoltori della provincia di Catania;

Scuderi cap. Matteo, in rappresentanza degli armatori della provincia di Catania;

Privitera avv. Giuseppe, in rappresentanza delle organizzazioni sindacali dei lavoratori di Catania;

Mannino dott. Giuseppe, in rappresentanza del Banco di Sicilia;

Cavallo comm. Antonio, in rappresentanza della Cassa di risparmio V. E.;

Pennisi di Floristella cav. Martino, in rappresentanza dell'Azienda autonoma della stazione di cura di Acireale;

Servadio comm. dott. ing. Ugo., in rappresentanza dei dirigenti di azienda;

Castorina on. avv. Silvestro, in rappresentanza del comune di Zafferana Etnea;

Tosto rag. Domenico, in rappresentanza della Federazione provinciale dei coltivatori diretti di Catania.

Il Consiglio generale dura in carica tre esercizi finanziari, con decorrenza dal 1° luglio 1956.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 marzo 1957

Il Ministro: CORTESE

(2314)

DECRETO MINISTERIALE 30 marzo 1957.

Ricostituzione del Collegio dei revisori dei conti dell'ente autonomo « Ente fiera ed esposizioni di Catania », con sede in Catania.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il decreto del Presidente della Repubblica 29 luglio 1949, n. 641, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Ente fiera ed esposizioni di Catania », con sede in Catania, ed il decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1956, n. 718, che ne ha approvato il vigente statuto;

Ritenuta la necessità di ricostituire il Collegio dei revisori dei conti, ai sensi dell'art. 14 dello statuto;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

D'intesa con l'Assessore per l'industria e per il commercio della Regione siciliana;

Decreta:

Articolo unico.

Il Collegio dei revisori dei conti dell'Ente fiera ed esposizioni di Catania è composto dei seguenti membri:

Tonali dott. Mario, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Griffo dott. Giovanni Battista, in rappresentanza dell'Assessorato regionale dell'industria e del commercio della Regione siciliana;

Grunelli dott. Mario, in rappresentanza della categorie economiche della provincia di Catania.

Il Collegio dei revisori dei conti dura in carica tre esercizi finanziari, con decorrenza dal 1° luglio 1956.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 marzo 1957

Il Ministro CORTESE

(2315)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1957.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Braccianti agricoli », con sede in Ostra (Ancona), e nomina dei liquidatori.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti i decreti Ministeriali in data 27 ottobre 1956 e 9 febbraio 1957, con i quali fu provveduto a porre sotto gestione commissariale la Società cooperativa « Braccianti agricoli », con sede in Ostra (Ancona);

Vista la relazione in data 18 marzo 1957, con la quale il commissario governativo ha proposto che la suddetta Cooperativa venisse posta in liquidazione coatta amministrativa, non avendo la stessa attività sufficienti per il pagamento dei propri debiti;

Udito in via d'urgenza il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa « Braccianti agricoli », con sede in Ostra (Ancona), costituita in data 25 maggio 1949, con atto a rogito avv. Elio Stalteri, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

I signori dott. Clini Dario, rag. Polverari Luigi ed avv. Valazzi Giuseppe, sono nominati liquidatori della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 aprile 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(2409)

DECRETO MINISTERIALE 6 aprile 1957.

Costituzione del Collegio dei revisori dei conti dell'ente autonomo « Fiera di Roma », con sede in Roma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 giugno 1955, n. 545, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Fiera di Roma », e ne è stato approvato lo statuto;

Ritenuta la necessità di costituire il Collegio dei revisori dei conti dell'Ente, ai sensi dell'art. 12 del predetto statuto;

Viste le designazioni delle Amministrazioni ed Enti interessati;

Decreta:

Articolo unico.

Il Collegio dei revisori dei conti dell'ente autonomo « Fiera di Roma », con sede in Roma, è composto come segue:

Membri effettivi:

Santorelli dott. Pietro, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio, con funzioni di presidente;

Papaldo dott. Giovanni, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Governatori rag. Liberato, in rappresentanza del comune di Roma;

Greco cons. prov. Augusto, in rappresentanza dell'Amministrazione provinciale di Roma;

Cartoni dott. Galdino, in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura di Roma.

Membri supplenti:

Polverini dott. Alberto, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Ruggeri dott. Giovanni, in rappresentanza del Ministero del tesoro.

Il Collegio dura in carica tre esercizi finanziari, con decorrenza dal 1° gennaio 1957.

Roma, addì 6 aprile 1957

Il Ministro: CORTESE

(2408)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di specializzazione

Il dott. Mario Mariano, nato a Roma il 9 aprile 1928, ha dichiarato di avere smarrito il diploma di specializzazione in odontoiatria e protesi dentaria rilasciatogli dalla Università di Roma in data 15 febbraio 1955, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1953-54.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(2321)

Diffida per smarrimento di diploma

Il dott. Vito Ricciardi, nato a Calitri (Avellino) il 1° luglio 1902, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma in farmacia rilasciatogli dalla Università di Napoli, in data 20 novembre 1933, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1932-33.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

(2322)

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Agostino Porcile, nato a Genova-Bolzaneto il 22 febbraio 1921, ha dichiarato di avere smarrito il diploma di laurea in medicina e chirurgia rilasciatogli dalla Università di Genova in data 15 dicembre 1945, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1944-45.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Genova.

(2325)

Esito di ricorso

Con decreto del 27 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 9 marzo 1957, registro n. 20 Pubblica istruzione, foglio n. 172, il Presidente della Repubblica ha accolto il ricorso straordinario, prodotto dal sig. Di Tullio Teobaldo avverso il provvedimento di revoca della laurea in medicina veterinaria da lui conseguita presso l'Università di Pisa.

(2090)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Svincolo di terreni costituenti il « terzo residuo » e di determinazione delle spese di trasformazione ammesse al rimborso per le quote dei terreni trasferite all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale.

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 1° febbraio 1957 sono stati disposti, nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato:

a) la rimozione del vincolo di indisponibilità sui terreni costituenti il « terzo residuo », a seguito di constatato adempimento degli obblighi di trasformazione (articoli 8 e 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841);

b) il trasferimento a favore dell'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale delle quote dei predetti terreni ad esso spettanti;

c) il rimborso, da parte dell'Ente predetto nella misura per ciascuna ditta indicata, delle spese relative alle opere di trasformazione eseguite sulla quota dei terreni trasferiti all'Ente medesimo.

N. d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni vincolati	Decreto Presidenziale di esproprio e iscrizione vincolo indisponibilità				Decreto Presidenziale rimozione vincolo indisponibilità ed espropriazione				Estensione dei terreni trasferiti all'Ente di riforma	Estensione dei terreni conservati dalla ditta	Ammontare rimborso spese per opere trasformazione eseguite nei terreni trasferiti all'Ente
			N.	Data	Gazzetta Ufficiale		Data	Registrazione Corte dei conti					
					N	Data		Data	Reg. Agric.				
									N.	Foglio	Ha.	Ha.	Lire
	Ente Maremma tosco-laziale												
1	ANDREINI Giovanni, Carlo Ippolito ed Anna Maria, fratelli e sorella fu Corrado	Grosseto	3864	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	174	30.34.10	28.89.36	2.782.660
2	BIONDI BARTOLINI Giovanni fu Giulio	Pomarance	4069	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	173	4.90.45	10.66.27	—
3	CABELLA Luigi fu Giorgio	Civitella Paganico	3629	18-12-52	15 s. o. 1	20- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	171	157.45.38	142.54.62	2.215.524
4	CECCARELLI Luigi e Giuseppe, fratelli di Tommaso	Grosseto	3802	27-12-52	16 s. o. 3	21- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	170	8.98.23	8.98.23	2.414.400
5	CECCHERINI Pier Terige di Domenico	Civitella Paganico	3632	18-12-52	15 s. o. 1	20- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	169	4.60.73	3.61.96	327.300
6	COLONNA Fabrizio fu Prospero	Roma	3938	27-12-52	17 s. o. 2	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	168	25.15.20	25.12.50	—
7	COMINI Alessandro di Clemente	Orbetello	3872	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	167	23.37.39	23.37.38	2.866.500
8	CRISOLINI Anna Francesca e Laura Bona, sorelle fu Andrea	Magliano in Toscana	3873	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	165	17.23.51	14.24.50	2.811.800
9	FERRARI Rotilio fu Luigi	Roma	4351	28-12-52	19 s. o. 8	24- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	166	19.43.90	50.00.35	6.344.829
10	FLORIDI Clotilde fu Pio	Roma	4352	28-12-52	19 s. o. 8	24- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	164	3.13.20	3.13.20	—
11	LUCIANI Maria Luigia di Archimede maritata ZIPPEL	Roccastrada	3959	27-12-52	17 s. o. 3	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	163	7.50.03	8.33.66	2.378.768
12	MAGLIOLI Francesco fu Andrea	Laiatico	3889	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	1- 2-57	11- 3-57	6	162	28.78.65	24.41.80	626.026
13	MARCIAI Luigi fu Cesare	Orbetello	4090	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	1- 2-57	14- 3-57	6	188	17.44.30	13.20.10	2.552.850
14	SARACENI Filippo fu Massimiliano	Orbetello	3843	27-12-52	16 s. o. 3	21- 1-53	1- 2-57	14- 3-57	6	187	2.09.79	1.69.88	40.500
15	SCALI Maria Antonietta fu Tommaso, vedova CAPACCI	Orbetello	3902	27-12-52	17 s o 1	22- 1-53	1- 2-57	14- 3-57	6	186	13.39.66	15.26.02	2.955.300
16	SILI Pio ed Elisa fu Bernardino	Roma	4105	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	1- 2-57	14- 3-57	6	185	29.09.78	36.87.92	4.920.551
17	SIMONELLI Laura fu Leonardo	Castiglione d'Orcia	3583	18-12-52	14 s. o. 5	19- 1-53	1- 2-57	14- 3-57	6	184	4.70.16	4.50.40	494.400

Roma, addì 29 marzo 1957

Visto, p. *Il Ministro*: BOTTALICO

(2170)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di interessi relativi alle indennità per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria. (Rettifica).

Gli interessi, dovuti ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi all'indennità corrisposta per i terreni siti in agro del comune di Piombino (Livorno), espropriati in forza del decreto del Presidente della Repubblica 27 maggio 1952, n 828, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 163 del 16 luglio 1952 (supplemento ordinario), nei confronti della ditta FIGOLI DES GENEYS Mariquita fu Eugenio vedova BARLASCA, e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale, vengono liquidati in L. 6.157.797,35, al netto della somma di L 109.587,65 recuperata per lo stralcio, dall'espropriazione, di particelle appartenenti a terzi

Le seguenti particelle vengono stralciate dal sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione:

Foglio di mappa	Numero di mappa	QUALITÀ	Classe	Superficie	Reddito dominicale	Coefficiente di moltiplicazione stabilito ai fini dell'imposta patrimoniale	Indennità di espropriazione
54	23 p	Seminativo	II	0.19.20	67 20	335	22.512 —
54	24 p	Seminativo	II	0.24.56	85,96	335	28.796,60
54	30	Pascolo	unica	2.65.30	116,73	375	43.773,75
54	31	Pascolo	unica	0.50.70	22,31	375	8.366.25
54	36	Pascolo	unica	0.32.90	14.48	375	5.430 —
55	37	Incolto prod.	unica	0.32.60	1,63	435	709,05
				4.25.26	308 31		109.587.65

Decorsi venti giorni dalla presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Gli interessi, dovuti ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi all'indennità corrisposta per i terreni siti in agro del comune di Piombino (Livorno), espropriati in forza del decreto del Presidente della Repubblica 18 dicembre 1952, n. 3574, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 14 del 19 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 5), nei confronti della ditta PINELLI GENTILE Agostino fu Giacomo, e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale, vengono liquidati in L. 1.310.474,15 al netto della somma di L. 2.744,85 recuperata per lo stralcio dall'espropriazione di particelle appartenenti a terzi.

Le seguenti particelle vengono stralciate dal sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione:

Foglio di mappa 17: numero di mappa 18-p; qualità Incolto produttivo; classe unica; superficie 1.26.19; reddito dominicale 6.31; coefficiente di ~~moltiplicazione stabilito ai fini del~~l'imposta patrimoniale 435; indennità di espropriazione 2.744,85.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Gli interessi, dovuti ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi all'indennità corrisposta per i terreni siti in agro del comune di Piombino (Livorno), espropriati in forza del decreto del Presidente della Repubblica 6 settembre 1952, n. 1434, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 265 del 15 novembre 1952 (supplemento ordinario), nei confronti della ditta PINELLI GENTILE Eugenia fu Giacomo, e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale, vengono liquidati in L. 1 milione 19.522,55 al netto della somma di L. 40.689,45 recuperata per lo stralcio, dall'espropriazione, di particelle appartenenti a terzi.

Le seguenti particelle vengono stralciate dal sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione:

Foglio di mappa	Numero di mappa	QUALITÀ	Classe	Superficie	Reddito dominicale	Coefficiente di moltiplicazione stabilito ai fini dell'imposta patrimoniale	Indennità di espropriazione
54	11 p	Pascolo	unica	0.23.07	9,92	375	3.720 —
54	12	Pascolo	unica	1.61.20	69,32	375	25.995 —
54	15 p	Incolto prod.	unica	0.19.50	0,97	435	421,95
54	17 p	Seminativo	II	0.09.00	31,50	335	10.552.50
				2.12.77	111,71		40.689,45

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2300)

Determinazione dell'indennità dovuta per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria. (Rettifica).

Ente per la valorizzazione del Fucino

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Celano (L'Aquila), di complessivi ettari 62.06.81, espropriati in forza del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4046 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 18 del 23 gennaio 1953, supplemento ordinario n. 2), nei confronti della ditta MASCIARELLI Giampaolo di Vincenzo, e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino, è determinata in L 6.389.032,05 (lire seimilionitrecentottantanovemilatrentadue e cent. 5), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956. n. 156.

I seguenti dati catastali, esposti nel sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione vengono rettificati come appresso:

Errata

Foglio	Numero	QUALITÀ COLTURA	Superficie Ha.	Classe	Reddito dominicale L.
26	136	Pascolo arborato	0.02.60	II	0,90
7	345	Seminativo .	11.19.00	V	4058,63
27	325	Vigneto . . .	2.42.90	—	1578,85

Corrige

Foglio	Numero	QUALITÀ COLTURA	Superficie Ha.	Classe	Reddito dominicale L.
26	136	Pascolo arborato	0.02.60	unica	0,90
7	345	Seminativo	5.29.50	V	979,58
7	515	Vigneto	2.88.00	I	1872,00
7	516	Seminativo arborato.	3.09.50	II	1207,05
27	325	Vigneto	2.42.90	I	1578,85

Entro il termine di venti giorni dalla data della presente pubblicazione chiunque vi abbia interesse può ricorrere al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, per la sola rettifica di eventuali errori materiali.

(2428)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di un'area demaniale sita sulla spiaggia di Portocivitanova.

Con decreto del Ministro per la marina mercantile di concerto con il Ministro per le finanze in data 3 aprile 1957, è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato la zona di mq. 1.330,86, sita nella spiaggia di Portocivitanova, riportata in catasto al foglio n. 18, particella n. 422/*e*, del comune di Portocivitanova.

(2447)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Attivazione di servizio fonotelegrafico

Il giorno 25 novembre 1955 è stato attivato il servizio fonotelegrafico presso l'agenzia postale di Veggiano (Padova), in *collegamento diretto con l'ufficio telefrafico di Mestrino mediante* l'utilizzazione dell'esistente circuito telefonico sociale.

(2302)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di tre aree di terreno site nel comune di Viareggio

Con decreto interministeriale 23 marzo 1957 è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di tre aree di terreno, site nel comune di Viareggio, distinte nel catasto dello stesso Comune con i mappali n. 559 del foglio n. 25, n. 250 e 53 del foglio n. 26 e numeri 260 e 261 del foglio n. 29.

(2421)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa anonima « Operai pellattieri », con sede in Brescia.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 3 aprile 1957, i poteri conferiti all'avv. Perugino Sicilia, commissario della Società anonima cooperativa « Operai pellattieri », *con sede in Brescia, sono stati prorogati dal* 15 febbraio 1957 al 15 luglio 1957.

(2422)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 86

Corso dei cambi del 12 aprile 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,92	624,885	624,90	624,95	624,905	—	624,96	624,925	624;93	624,93
$ Can.	650,80	6,9 —	651 —	650 —	6 9,875	—	650 —	652 —	650;70	650 —
Fr Sv. lib	145,78	145,77	145,78	145,77	145,75	—	145,80	145,78	145,78	145,78
Kr. D.	90,53	90,50	90,50	90,485	90,50	—	90,50	90,62	90,52	90,50
Kr. N.	88,05	88,035	88,05	88,01	88,08	—	88 —	88 —	88,03	88 —
Kr. Sv.	121,30	121,30	121,34	121,30	121,35	—	121,29	121,40	121,30	121,25
Fol.	165,18	165,10	165,15	165,12	165,15	—	165,115	165 —	165,15	165,10
Fr. B.	12,50	12,4975	12,4975	12,495	12,4975	—	12,49875	12,52	12,50	12,50
Fr. Fr.	178,37	178,425	178,36	178,31	178,30	—	178,35	178,48	178,36	178,30
Fr. Sv. acc.	143,40	143,40	143,40	143,37	143,40	—	143,38	143,40	143,38	143,40
Lst.	1760,75	1759,50	1760 —	1759,875	1760,75	—	1759,875	1760,50	1760,50	1761,25
Dm. occ.	149,75	149,73	149,75	149,73	149,70	—	149,73	149,84	149,72	149,75
Scell. Aust.	24,175	24,17	24,17	24,1675	24,175	—	24,165	24,17	24,16	24,17

Media dei titoli del 12 aprile 1957

Rendita 3,50 % 1906	66,55
Id. 3,50 % 1902	58 —
Id. 5 % 1935	89,275
Redimibile 3,50 % 1934	78,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,875
Id. 5 % (Ricostruzione)	87,55
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,85
Id. 5 % 1936	95,525
Id. 5 % (Città di Trieste)	82,40
Id. 5 % (Beni Esteri)	79,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,225
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,425
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,175
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,125
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,125

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 12 aprile 1957

1 Dollaro USA	624,955
1 Dollaro canadese	650 —
1 Franco svizzero lib.	145,785
1 Corona danese	90,492
1 Corona norvegese	88,005
1 Corona svedese	121,295
1 Fiorino olandese	165,117
1 Franco belga	12,497
100 Franchi francesi	178,33
1 Franco svizzero acc.	143,375
1 Lira sterlina	1759,875
1 Marco germanico	149,73
1 Scellino austriaco	24,166

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

CONCORSI ED ESAMI

PREFETTURA DI AGRIGENTO

Sostituzione del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Agrigento al 30 novembre 1953.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI AGRIGENTO

Visto il decreto 26 maggio 1954, n. 340.2.01/9180, dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, con cui il dottor Antonino Vella veniva nominato segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Agrigento al 30 novembre 1953;

Considerato che il predetto dott. Vella è stato collocato in aspettativa per motivi di famiglia e che, pertanto, si rende necessario provvedere per la di lui sostituzione;

Visti gli atti d'ufficio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, sul decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265 delle leggi sanitarie e successive modificazioni;

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In sostituzione del dott. Antonino Vella, è nominato segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Agrigento al 30 novembre 1953, il dott. Amedeo Scalia, consigliere di prima classe.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, in quella della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo di questa Prefettura.

Agrigento, addì 28 marzo 1957

Il prefetto: SABINO

(2339)

Sostituzione del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Agrigento al 30 novembre 1953.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI AGRIGENTO

Visto il proprio decreto 22 ottobre 1956, n. 33391, con cui il dott. Antonino Vella veniva nominato segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nei Comuni della provincia di Agrigento al 30 novembre 1953;

Considerato che il predetto dott. Vella è stato collocato in aspettativa per motivi di famiglia e che, pertanto, si rende necessario provvedere per la di lui sostituzione;

Visti gli atti d'ufficio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, sul decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265 delle leggi sanitarie e successive modificazioni;

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In sostituzione del dott. Antonino Vella è nominato segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nei Comuni della provincia di Agrigento al 30 novembre 1953, il dott. Amedeo Scalia, consigliere di prima classe.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, in quella della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo di questa Prefettura.

Agrigento, addì 28 marzo 1957

Il prefetto: SABINO

(2337)

REGIONE DELLA VALLE D'AOSTA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Regione autonoma della Valle d'Aosta al 30 novembre 1955.

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 83 in data 21 aprile 1956, con il quale è stato indetto un pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Regione, alla data del 30 novembre 1955;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Viste le terne proposte dai Comuni interessati;

Sentito l'Ordine dei veterinari della Regione;

Visti l'art. 47 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, e gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge regionale 20 novembre 1952, n. 4;

Visto lo Statuto della Regione autonoma della Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Regione alla data del 30 novembre 1955, viene così costituita

Presidente:

Bondaz avv. Vittorino, presidente della Giunta regionale, od un suo delegato.

Componenti:

Lombardi dott. Antonino, veterinario provinciale di Torino;

Bisbocci prof. dott. Giovanni, docente in patologia veterinaria;

Pacchioni prof. dott. Giuseppe, docente in clinica medica veterinaria;

Origlia dott. Giuseppe, veterinario condotto titolare.

Membri aggiunti per la prova orale di lingua francese:

Gerbaz prof. Samuele, preside del Liceo classico di Aosta;

Bellegotti prof. Giuseppe, insegnante.

Segretario:

Gontier Mario, funzionario dell'Amministrazione regionale.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Regione.

Aosta, addì 2 aprile 1957

Il presidente: BONDAZ

(2437)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.